LA LETTRE D'INFORMATION 5

de Denis La Mache

Faire ce qu'on dit & dire ce qu'on fait

LA FONCTION ÉDUCATIVE ET SOCIALE DU SPORT EN QUESTION

" Les rapports présentés lors de la dernière session du mandat en matière de développement de la pratique sportive ont finalement attiré peu de remarques de notre part. Force est d'ailleurs de constater qu'en matière de gestion des dispositifs sportifs nous nous sommes peu opposés. On ne s'oppose pas à des décisions de pure gestion dictées par le bon sens et dépourvues d'ambition politique. On ne s'oppose pas à un projet qui n'existe pas. Tout au plus on peut regretter la complexité administrative des dossiers qui freinent considérablement les recours à ces dispositifs.

Donc, sur le fond, ce que disent les rapports de cette dernière session ne nous a posé que peu de questions. En revanche ce qu'il ne disent pas nous pose un grave problème.

La majorité sortante ne s'est jamais vraiment positionnée quant aux grands enjeux actuels dans lesquels le sport a sa place et dans lesquels la région doit prendre sa part.

Par exemple ces rapports ne disent rien ou trop peu de l'urgence climatique pour laquelle le sport peut être un levier efficace et pour laquelle la majorité sortante a fait par ailleurs de grandes déclarations. Sa politique est restée bien trop timide quant à l'efficacité du sport pour réduire les fractures territoriales et contribuer à une vraie démarche de développement local. Elle est restée insuffisante pour garantir l'accès de tous à la pratique sportive. La crise sanitaire est venue accentuer les difficultés . En privant les adultes de sport en intérieur, elle a un impact considérable sur le sport santé.

Parce que oui, les enjeux sont bien là et les régions sont au pied du mur. Les conséquences de l'inaction peuvent être considérables et nos successeurs nous jugeront sévèrement.

En revanche, tout au long du mandat la majorité sortante a beaucoup œuvré a assurer la visibilité de notre institution lors des grands évènements sportifs. Sur le principe, ce n'est pas condamnable. Il est évidemment nécessaire de soutenir ces grands évènements qui assurent un rôle de locomotive du sport pour tous. Mais j'ai souvent alerté sur l'excès de cette pratique.

Lorsque le sport n'est plus qu'un prétexte pour communiquer ça devient un problème. Et il faut l'assumer. Il ne faut pas inscrire les sommes correspondantes sur le budget sport, mais bien sur le budget communication.

Près d'1M€ pour les 24h du Mans, 1 224 000 € d'autorisations d'engagement, au titre des 6 années d'adhésion de la Région au groupement de commandes coordonné par le Conseil départemental de Loire-Atlantique, et relatif à la passation d'un accord-cadre pour l'achat de prestations de communication et l'organisation de l'accueil du grand départ et de l'arrivée officielle de la Solitaire du Figaro sur la période 2021-2026, 350 000€ pour le GIP organisateur de la coupe du monde de rugby 2023 pour seulement 4 rencontres à Nantes. Tout cela constitue de grosses dépenses alors que le mandat s'achève... surtout au regard des seulement 30 000 € pour la prise en charge par la Région d'actions de sensibilisation à la lutte contre les violences sexuelles dans le sport.

Je le répète sur le budget sport d'autres axes auraient pu être privilégiés, des axes pour lesquels le sport est un levier exceptionnel :

- Réagir à l'urgence climatique
- Lutter contre la fracture territoriale
- Réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive

J'ai, durant le mandat, formulé et chiffré des propositions concrètes sur ces différents axes :

Généraliser et intensifier l'éco conditionnalité des aides régionales, notamment dans le soutien aux évènements sportifs.

Développer les mobilités durales et notamment le recours au vélo dans les déplacements quotidiens.

Évaluer, optimiser et simplifier les dispositifs permettant l'accès au sport pour tous et notamment les personnes en situation de handicap.

Mieux accompagner les porteurs de projets locaux pour les aider à développer des actions au plus près des habitants.

On en parle dans la presse

L'avenir du marais Poitevin dessiné par des technocrates qui n'y ont jamais mis les pieds !

La colère des élus du marais Poitevin est à la hauteur de l'absurdité de la chose. Ces derniers, soutenus par les syndicats agricoles et par leur homologues du Pays de Fontenay, ont exprimé leur désarroi à la découverte, le mois dernier, de la nouvelle cartographie proposée par l'Etat. Tous ont été stupéfaits de voir 14 communes, en plein cœur du marais mouillé et dotées de prairies sensibles, exclues du zonage. Ce qui concrètement sonne le glas de projets de territoire cohérents et des consensus qui avaient été jusqu'à-là élaborés. Car, cela signifie que les agriculteurs seront privés des aides européennes versées pour compenser les contraintes spécifiques du territoire, celles-là même qui permettaient une pratique d'élevage respectueuse du milieu naturel et donc une activité économique compatible avec les enjeux environnementaux propres au marais. D'autres élus sont, quant à eux, tout aussi surpris d'entrer dans la zone défavorisée [illegible] communes ne recen[illegible]

DES BOTTES ?!?

Non monsieur le Préfet. Vos bottes pour l'entretien et la visite des marais.

Lotto

bien éloignés des réalités du terrain et des aspects humains » et qui fut exposée à tous les élus concernés lors d'une réunion de présentation (à défaut de concertation) le vendredi 13 avril. Une entrevue qui nous est décrite comme « une démonstration de technocratie », à la suite de laquelle le maire de Saint-Sigismond, Denis La Mache, nous raconte : « Pendant une heure et demie, un représentant de la préfecture nous a expliqué pourquoi certaines communes situées en plein marais mouillé sortaient du zonage tandis que d'autres, beaucoup moins concernées par l'élevage, y entraient... pour finalement entendre de son propre aveu qu'il n'avait jamais mis les pieds dans le marais Poitevin ; et au préfet d'en rajouter en reconnaissant n'y être allé qu'une seule fois... ».

D'après les témoignages, tous les élus se seraient alors regardé bouche bée, effarés par l'ironie de la situation... mais riant jaune au v des lourdes conséquences d'une tel

Déjà partagé dans une lettre d'information précédente, cet article illustre l'un de mes principaux combats : il faut préserver les initiatives locales de la dérive technocratique.
Le Sans Culotte, mai 2018

Je ne soutiens pas la liste Garot !

Les Pays de la Loire méritent un projet ambitieux.

Les 20 et 27 juin prochains, élections des conseillers régionaux

Après 5 ans à exercer ce mandat passionnant, j'ai fait le choix de ne pas renouveler mon engagement. J'ai souhaité me consacrer à mes mandats locaux, à la commune et à la communauté de communes.

Pourquoi ?
Le fonctionnement du parti politique auquel j'appartenais est devenu trop opaque. Les ambitions et les stratégies personnelles ont remplacé le débat et l'action. Ces partis sont pourtant constitués d'hommes et de femmes très impliqués et aux valeurs fortes. Mes convictions n'ont pas changé, mais face aux urgences et au défis à venir, nous devons faire de la politique autrement en repensant l'implication de tous dans la construction de notre futur commun. Le projet porté par le groupe politique emmené par Guillaume Garot ne me semble pas à la hauteur de ces enjeux. Conçu en termes de juxtaposition de dispositifs et non de système global d'intervention, il est incapable de proposer une offre renouvelée. Il ne dit rien des défis à relever en matière de participation citoyenne, d'articulation avec les autres niveaux de collectivité et de complémentarité des territoires.

Et maintenant ?
Dans ma commune, dans la communauté de communes, avec l'Association des Maires Ruraux de France dont je suis le représentant vendéen, je continue à me battre pour un développement durable de notre territoire, pour le désenclavement numérique, pour l'accès à l'emploi et à la mobilité, pour tourner nos bourgs ruraux vers la modernité, pour améliorer au quotidien la vie des habitants...-
Je suis pour cela entouré par une équipe municipale efficace et impliquée. Les combats sont nombreux et je continuerai à les mener. Je ne brigue un mandat que lorsque j'ai le sentiment de pouvoir me rendre utile. Aujourd'hui, c'est au niveau local que j'expérimente une autre manière de faire de la politique. Je suis heureux et honoré d'avoir contribué au travail de proposition et d'élaboration d'un futur désirable mené par le groupe socialiste, écologiste et radical duquel j'ai toujours été solidaire. Puisse le groupe qui se présente comme son successeur ne pas oublier le travail accompli.
A bientôt sur le terrain pour continuer à faire de la politique autrement.

Sur le terrain...

Pour le développement des circuits courts
À la rencontre des producteurs locaux

Pour le soutien aux initiatives locales
Inauguration d'un sentier pédestre

Pour les initiatives sportives locales
Participation aux actions des clubs innovants

Pour dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit
Rencontre avec la presse nationale

À bientôt pour continuer à faire de la politique autrement